Projet de Crématorium

St Germain en Coglès

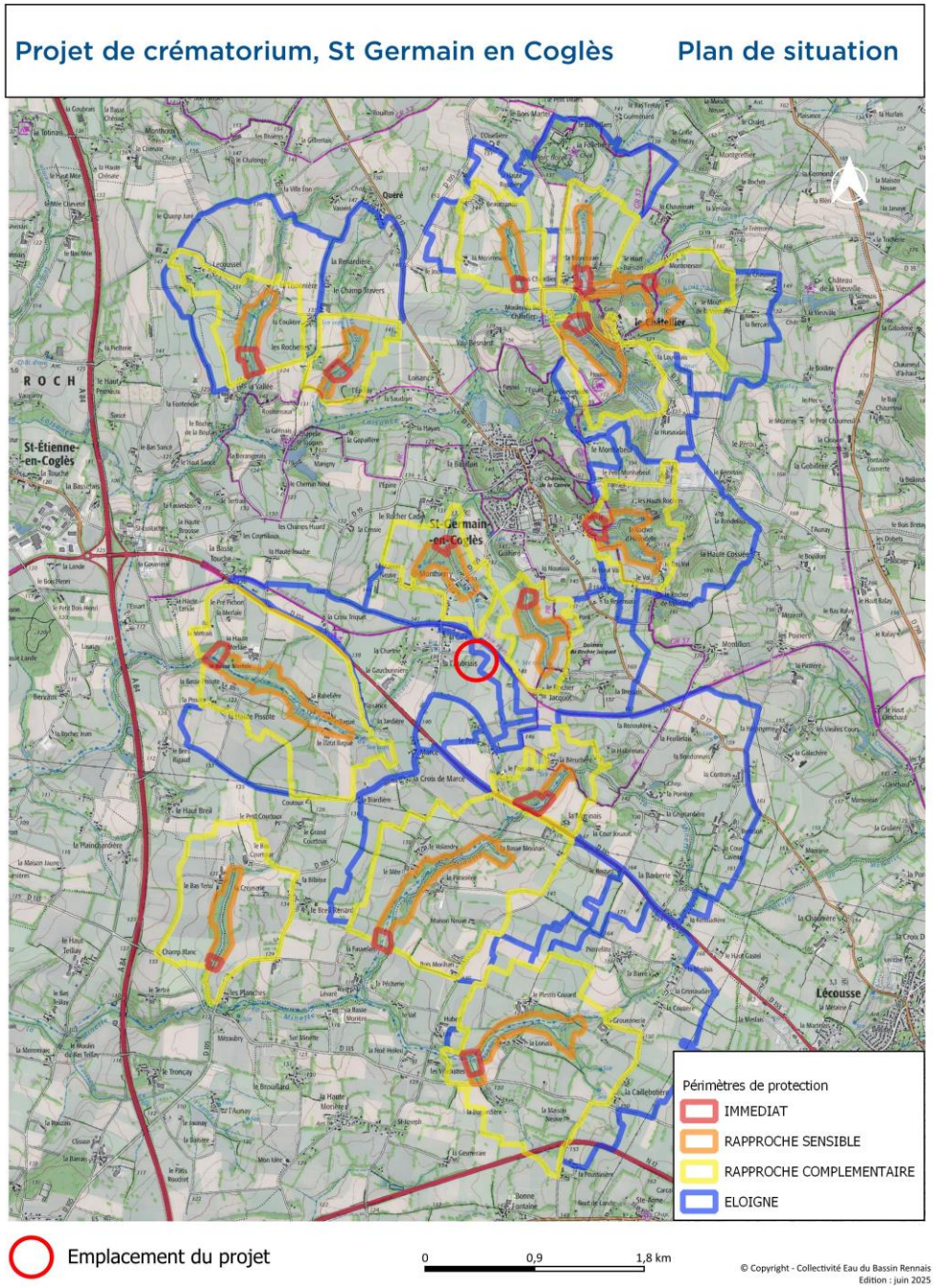
CLE du SAGE COUESNON 16 octobre 2025

EAU DU BASSIN RENNAIS
COLLECTIVITÉ

Quelques caractéristiques du projet

- Une concession municipale de 32 ans dont 30 ans d'exploitation
- Ce crématorium vient combler un manque dans l'Est du département
- Surface de l'aménagement 5,000m2 dont 500 m² de bâtiment et un parking de 49 places
- Activité de 500 crémations au démarrage jusqu'à 1000 crémation à terme.
- Le four est équipé d'un dispositif d'épuration des fumées avant rejet.
- Adresse : ZA de la Gare-St Germain en Coglès

- => enquête publique en octobre (du 1-10 au 5-11 2025)



Chronologie du projet

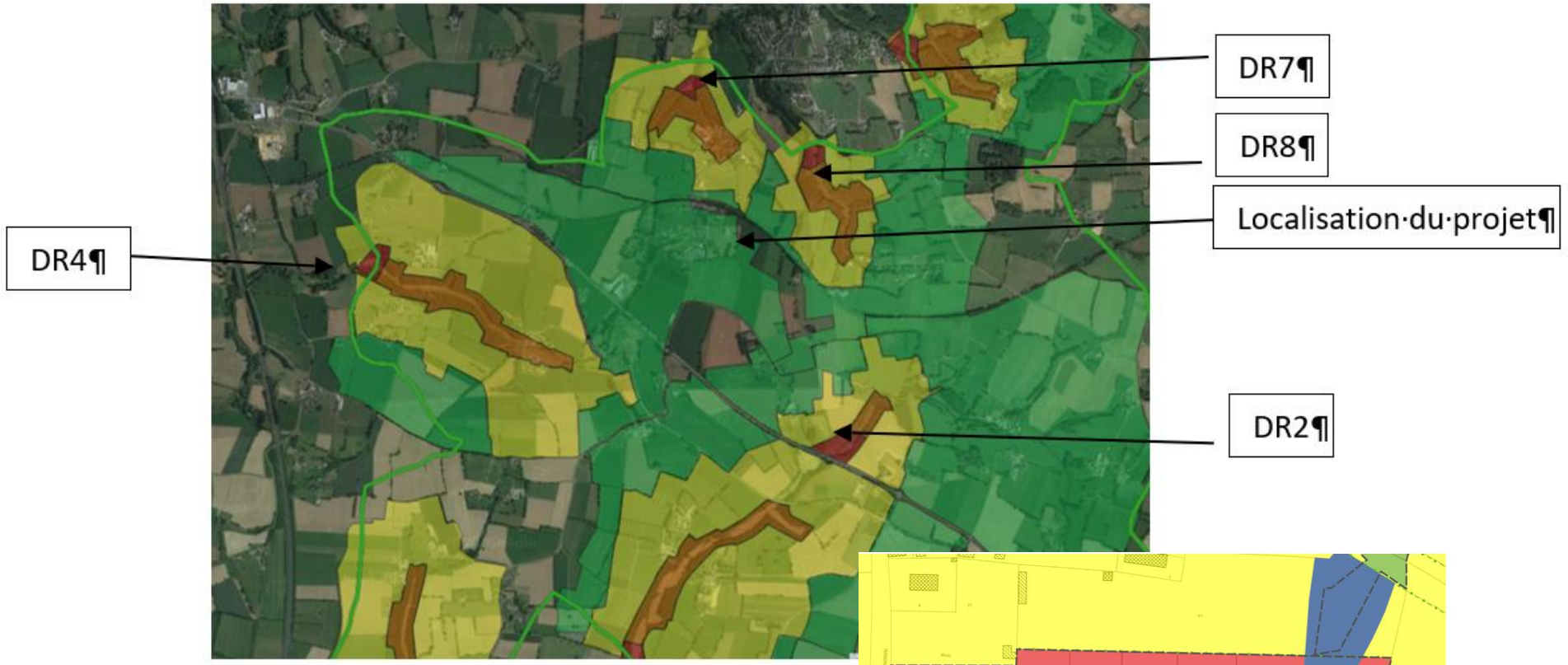
- Mars 2023 : La commune attribue une concession au groupe Générys.
- Sept 2023 : Demande d'examen au cas par cas à la DREAL.
- Nov 2023 : Demande d'évaluation environnementale.
- Avril 2024 : Demande de PC avec étude d'impact.
- Mai 2024 : Courrier de la CEBR évoquant les inquiétudes pour la qualité de l'eau.
- Juin 2024 : Réponse de la MRAE jugeant l'étude environnementale insatisfaisante.
- Fév 2025 : Etude d'évaluation de l'incidence des rejets aqueux et atmosphériques.
- Mars 2025 : Demande de complément de la CEBR sur le paramètre Mercure.
- Avril 2025 : Désignation d'un hydrogéologue agréé.
- Septembre 2025 :

  - Avis défavorable émis par le comité syndical de la CEBR.

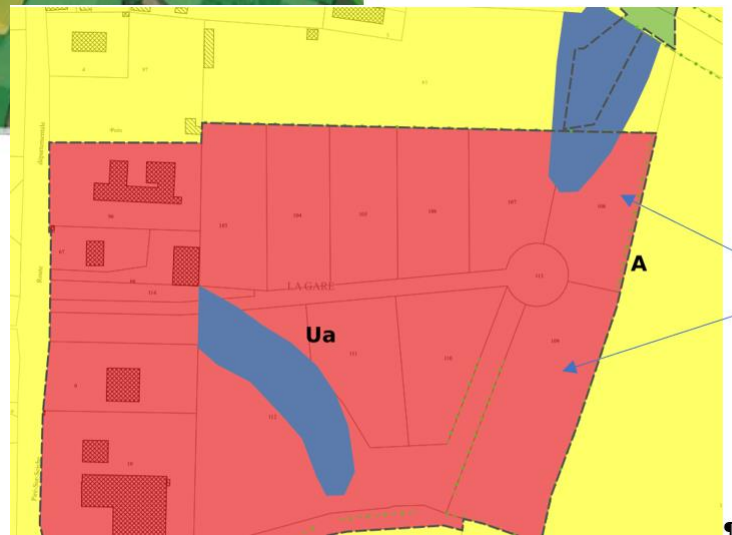
  - Avis défavorable de l'ARS signifié au préfet par courrier.

- 1 Octobre au 5 novembre : Enquête publique en mairie.

Localisation du projet



Situation sur le PPC éloigné du drain n°4



Avis favorable avec réserves de l'hydrogéologue agrée

- Globalement, l'hydrogéologue estime que, bien que minimes, les rejets issus du crématorium auront un impact sur la qualité de l'eau (concernant « l'impact minime »
- => Le conditionnel est utilisé quasi systématiquement ce qui ne se veut pas très rassurant et témoigne des nombreuses incertitudes…).
- => L'hydrogéologue considère que l'état initial de l'environnement est insuffisant

- L'hydrogéologue propose :
  - la mise en place d'un suivi de la ressource plus complet (5 drains+bas Sancé d'Eau du Pays de Fougères), plus fréquent (trimestriel) et plus étendu (recherche Dixine furanes,…)

  => le suivi n'empêchera pas le risque de pollution, encore moins la pollution de la ressource)

  - L'interdiction d'infiltration d'eau à la parcelle sur le site d'étude

  => quid de la gestion des eaux pluviales dans l'environnement de la parcelle car en effet les retombées atmosphériques ne vont pas se limiter à la parcelle d'implantation du crématorium.
- Sa conclusion (p36 : « …projet se retrouve défavorablement implanté au cœur d'une ressource stratégique pour l'eau potable… »)
- => est en incohérence avec son avis favorable avec réserve

Le sujet du Mercure

- **Le rapport Antéa (n°133666/version C 3 février 2025- cf tableau ci-dessous extrait dudit rapport) montre que sans fixation du mercure dans les sols la valeur de Mercure dans l'eau des drains dépasserait la valeur réglementaire sur Eau potable soit 1µg/l.**

Le détail de ces calculs est présenté en Annexe I.

Calcul des augmentations majorées sur la base des émissions VLE											
Augmentation de l'élement considéré au drain considéré en µg/l	DRAINS	Plomb	Cadmium	Arsenic	Chrome	Cuivre	Nickel	Sélénium	Zinc	Dioxine/furane	Mercure
	4	4,9E-02	8,3E-03	2,2E-02	2,2E-02	2,0E-02	2,9E-02	3,3E-02	0,3	5,7E-07	**1,5**
	7	3,9E-02	6,5E-03	1,8E-02	1,8E-02	1,6E-02	2,2E-02	2,6E-02	0,2	4,5E-07	**1,4**
	8	3,6E-02	6,1E-03	1,6E-02	1,6E-02	1,5E-02	2,1E-02	2,4E-02	0,2	4,2E-07	**1,2**
Valeurs guides											
Limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine (µg/l)		5	5	10	25	2000	20	20	-	-	1
Autres valeurs guides		-	-	-	-	-	-	-	5 mg/l ou 3 mg/l (selon ancien	-	-

Tableau 3 : Synthèse des résultats des calculs d'augmentation théoriques majorantes pour les paramètres modélisés

Le sujet du Mercure

- **C’est l’hypothèse d’une rétention comprise entre 70% et 95 % du Mercure par le sol qui permet d’atteindre une valeur dans l’eau des drains comprises entre 0.06µg/l et 0.4µg/l suivant les scénarios de fonctionnement envisagés.**
- **La Collectivité Eau du Bassin Rennais rappelle que dans le secteur des drains, la nappe est très superficielle et met en doute les ratios de fixation du mercure par les sols.**
- **Par exemple une zone humide se situe au sud-ouest de futur crématorium sous le panache des retombées atmosphériques quand les vents viennent du Nord Nord-Est et les drains n°7 et n°8, qui ont également des nappes affleurantes, sont sous le panache lorsque les vents viennent du Sud-Sud-ouest.**

Autres considérations

- Un autre emplacement aurait-il été possible?

  Demande de la mission Régionale de l'autorité environnementale dans son avis de juillet 2024=> absence de réponse du pétitionnaire.

  La MRAE a également pointé le sous dimensionnement du parking et une voirie en « impasse »

- Assainissement semi collectif inadapté pour une telle activité.
- Présence de zone humide et d'une nappe libre très superficielle.
- 2 exploitations en Agriculture Biologique à proximité du site.
- Risque de doublement du crématorium à terme ?=>doublement d'impact
- L'ARS a également rendu un avis défavorable au Préfet

Synthèse avis d'Eau du Bassin Rennais

Un avis défavorable motivé par le principe de précaution :

- au regard de l'importance du secteur des Drains du Coglais pour l'alimentation en eau potable du Bassin Rennais et plus largement du département d'Ille-et-Vilaine,
- au regard des incertitudes sur les mécanismes à long terme d'accumulation dans les sols et de transferts de ces derniers vers la ressource en eau,
- au regard des incertitudes concernant l'aménagement futur de la zone artisanale,
- au regard des mesures proposées qui permettront certes de détecter une pollution mais pas de s'en préserver,
- au regard de la charge qui incombera aux producteurs d'eau pour le suivi complémentaire de la qualité de l'eau,
- mais surtout, en l'absence de justification du choix de cet emplacement qui est contraire au principe de précaution,

En d'autres termes:

- les élus de la Collectivité Eau du Bassin Rennais ne remettent pas en question la nécessité d'un crématorium dans ce secteur du département mais sont, en vertu du principe de précaution, défavorables à l'implantation proposée.
- Ils restent prêts à accompagner la commune de Saint-Germain-en-Coglès dans l'implantation d'une activité artisanale compatible avec la préservation de la ressource en eau des Drains du Coglais sur les parcelles de la ZA de la Gare.